

Conférence Genocide Prevention 30 mars 2014

Ministères des Affaires étrangères

Jean-Paul Marthoz

Ethical Journalism Network/Committee to Protect Journalists

Le génocide rwandais fut une déroute pour le journalisme international. Lors de ces quatre mois de la « saison des machettes », pour reprendre l'expression glaçante de Jean Hatzfeld, le Rwanda connut tous les jours pendant cent jours trois attentats du 11 septembre.

Or, malgré cette brutalité inouïe, la presse internationale négligea largement le génocide. Elle en parla peu...à l'exception d'une poignée de journalistes, belges notamment, mais aussi français, britanniques, américains, qui tentèrent d'empêcher le monde de pouvoir dire, comme toujours, « on ne savait pas ». Entre avril et juin, lors des moments les plus meurtriers, il n'y eut jamais plus de 10 à 15 journalistes internationaux présents au Rwanda. Il n'y eut qu'une seule vidéo montrant l'exécution du crime : celle d'un barrage hutu filmée le 18 avril par Nick Hughes. En avril, les trois grands networks américains, ABC, CBS, NBC, ne consacèrent que 36 minutes au génocide. 36 minutes pour un génocide !

La doctrine du « journalisme de proximité » s'appliqua sans nuances. Les envoyés spéciaux couvrirent essentiellement l'évacuation des expatriés occidentaux. Et quand le dernier d'entre eux s'envola, la plupart des journalistes éteignirent leur caméra et quittèrent l'enfer. Beaucoup pour se rendre en Afrique du Sud pour couvrir la victoire annoncée de Nelson Mandela.

La presse internationale parla peu du génocide, mais de surcroît, elle en parla mal, dans la mesure où pendant des semaines, elle s'obstina le plus souvent à parler de haines venues du fond des âges, de querelles tribales africaines incompréhensibles et insolubles. Alors qu'il s'agissait d'une entreprise systématique de mise à mort d'une communauté et de ceux qui voulaient la protéger.

En 2013, lors d'une exposition présentée au Festival d'Arles, le photographe chilien Alfredo Jaar, qui avait couvert le génocide au Rwanda, a cruellement démontré ce silence volontaire. Pendant 16 semaines, le magazine *Newsweek*, qui était alors un des fleurons du journalisme international, ne publia en « une » aucune information sur le génocide. Au fil des semaines, en dépit de l'augmentation hallucinante du nombre de victimes, les covers de l'hebdomadaire présentèrent des sujets de société et des portraits de célébrités. La première référence au

Rwanda intervint le 1^{er} août, lorsque le génocide avait pris fin et que des centaines de milliers de Hutus fuyaient vers le Zaïre.

Bien sûr, quelques journalistes firent tout pour informer envers et contre tout, mais le constat d'Allan Thompson, coordinateur du livre *The Media and the Rwanda Genocide* (Pluto Press, 2007), est cruel. « En raison de leur absence et de leur incapacité à observer et à enregistrer adéquatement les événements, les journalistes favorisèrent le comportement des exécutants du génocide, qui furent encouragés par l'apathie du monde et agirent en toute impunité »¹.

La faillite de la presse précéda le génocide, car le processus d'extermination ne commença pas le 7 avril 1994. Il était inscrit dans une large mesure dans l'idéologie qui prévalait depuis des décennies au Rwanda, sans que ne s'en préoccupent réellement ceux qui prétendaient observer ses évolutions. Le Rwanda était un pays discret, fréquenté par de rares journalistes, dont les plus crédules ou les plus complaisants se laissèrent charmer par la propagande officielle sur cette Arcadie chrétienne ancrée au cœur du continent africain.

Au début des années 90, quelques journalistes belges osèrent briser cette image et ils furent très vite accusés d'alarmisme voire de partialité pro-tutsi. Mais comme ils n'étaient pas relayés par les autres médias et surtout pas par la radio et la télévision, presque personne ne s'en préoccupa. Presque personne ne rendit compte que des exterminationnistes attisaient la haine, établissaient des listes de personnes à rafler et à éliminer, achetaient des centaines de milliers de machettes et formaient leurs milices SS. En 1993, des ONG, des diplomates, sonnèrent le tocsin. Quelques journalistes seulement y prêtèrent attention. Et le génocide annoncé éclata dans l'actualité comme l'éruption d'un volcan apparemment endormi.

Depuis ces années 90, le journalisme a revisité l'histoire de sa narration des génocides. La presse, sans aucun doute, peut s'honorer de combats menés par une poignée de journalistes pour révéler les atrocités et forcer les Etats à faire quelque chose. A l'exemple d'Edgar Mowrer, correspondant à Berlin du *Chicago Daily News*, qui s'insurgea, dès 1933, contre la « campagne barbare menée contre les Juifs » et parla même « d'extermination » en évoquant « le pire à venir ». A l'exemple du journaliste américain Varian Fry qui, en décembre 1942, écrivit dans *The New Republic* un article au titre sans équivoque, *Le Massacre des Juifs*. « Les lettres, les rapports, les télexes, tout concorde », écrivait-il. « Ils dessinent les contours du massacre de masse le plus terrifiant de l'histoire de l'humanité ».

Mais l'histoire de la presse offre le plus souvent une succession de ratages, d'indifférences, voire d'infamies. Le 3 novembre 1896, lors des massacres arméniens perpétrés par le Sultan

¹ Allan Thompson, (Ed.), *The Media and the Rwanda Genocide*, Pluto Press, London, 2007.

rouge d'un Empire ottoman finissant, Jean Jaurès s'était déjà indigné de « ce silence de la presse, dont une partie, ajoutait-il, je le sais, a été payée pour se taire ».

Le même silence a entouré l'Holocauste. « La presse aurait dû crier plus fort », écrivait Marvin Kalb en 2003 en préface d'un livre sur la presse et la Solution finale. L'auguste *New York Times* fut même accusé en 2005 par la chercheuse Laurel Leff d'avoir « enterré l'Holocauste », c'est-à-dire de ne pas avoir donné aux informations sur l'extermination des Juifs, la visibilité, l'urgence et le sens qu'elles méritaient.

La leçon n'a pas vraiment été entendue lors des atrocités qui accompagnèrent l'histoire tourmentée de l'après-guerre.

Qui dénonça la torture et les massacres lors de la guerre d'indépendance de l'Algérie ? Une demi-douzaine de titres, comme *Le Monde*, *L'Express*, *France-Observateur* ou *Témoigne Chrétien*, un quarteron de journalistes et d'intellectuels comme François Mauriac et Claude Bourdet.

Qui informa sur les massacres perpétrés par les troupes indonésiennes après leur occupation de Timor oriental en 1975 ? Quelques journalistes très vite qualifiés, disqualifiés, de « militants », John Pilger, Amy Goodman et Allan Nairn.

Qui dénonça immédiatement le génocide au Cambodge, à part Sydney Schanberg du *New York Times* et François Ponchaud, de *La Croix*. Certains journalistes, et parmi les meilleurs, furent tellement aveuglés par leur tiers-mondisme qu'ils prirent les Khmers rouges pour des libérateurs et ne reconnurent que très tard, trop tard, la nature génocidaire du nouveau régime.

La presse a-t-elle tiré les leçons de sa déroute ? En partie. De Kigali à Srebrenica, les derniers génocides du siècle des génocides ont débouché sur la notion de la responsabilité de protéger mais aussi, selon l'expression d'Allan Thompson, sur la « responsabilité d'informer ». Cette idée rappelle l'indignation qui avait saisi Bernard Kouchner pendant la guerre du Biafra en 1968 lorsque, face au silence imposé par la Croix Rouge, il créa Médecins sans frontières autour des concepts de la morale de l'extrême urgence, du devoir d'ingérence et du tapage médiatique.

Confrontés à des crimes de masse, des journalistes émergèrent de ces drames convaincus que la presse devait se défaire non seulement de sa prétendue neutralité mais aussi de ses critères conventionnels de hiérarchisation et de traitement de l'information. Elle ne pouvait pas attendre que la crise atteigne le point d'ébullition et le niveau de violence qui déclenchent traditionnellement l'attention internationale. Non, elle devait déceler les indices de la montée des haines, traquer la mise en place de la machine génocidaire, désigner les conspirateurs,

enquêter sur les complicités internationales. Avant de leur donner une publicité maximale, afin de forcer l'attention et l'intervention des dirigeants de la communauté internationale.

Le premier test de cette nouvelle doctrine de la « responsabilité d'informer » se développa aussi en Afrique. En février 2003, dans la région isolée du Darfour, au Soudan, des groupes rebelles avaient défié le pouvoir de Khartoum. La riposte du régime fut brutale. Une contre-insurrection sans pitié frappa les populations civiles accusées de collaborer avec la rébellion.

Or, malgré des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés internes et de réfugiés, malgré les alertes des ONG, la grande presse internationale ne parla de ce conflit qu'à la fin janvier 2004, près d'un an après son déclenchement². Si la presse s'imaginait pouvoir prévenir les conflits par l'information, le cas du Darfour était un contre-modèle. « Les médias ne couvrent pas les génocides, s'indigna Carroll Bogert, alors directrice de la communication de Human Rights Watch. Ils couvrent les anniversaires de génocide ».

Il fallut attendre la commémoration du dixième anniversaire du génocide rwandais pour que brusquement la grande presse prête attention au Darfour. Le 6 avril 2004, le *New York Times* publia une carte blanche de Samantha Power intitulé : « Remember Rwanda but Take Action in Sudan »³, qui fut bientôt suivie, du moins aux Etats-Unis, par une cascade de publications établissant une analogie entre le Rwanda et le Darfour.

Le temps des doutes

Si le « devoir d'informer » est une réaction louable et pertinente face à ce constat du « crime de silence », il bute sur une série de réalités, de mécanismes, de contraintes, qui rendent ses ambitions aléatoires.

Le système médiatique est d'une rare diversité et il serait imprudent, à son propos, de généraliser. La médiasphère constitue une société duale, où se côtoient sans trop se parler, la BBC et Fox News, le *New York Times* et le Sun. Mais le « système médiatique « grand public », dont dépendent les grands mouvements d'opinion censés secouer les pouvoirs, est largement construit sur des critères qui contredisent la démarche des partisans de ce journalisme d'alerte et d'ingérence.

Il est construit sur le journalisme de proximité qui s'intéresse peu à la « géographie du monde inutile ».

² Rebecca Hamilton, *Fighting for Darfur. Public Action and the Struggle to Stop Genocide*, Palgrave Macmillan, New York, 2011.

³ « Souvenez-vous du Rwanda, mais agissez au Soudan ».

Il est construit sur le suivisme par rapport aux gouvernements. Auteure du brillant essai *Beyond Belief* sur la presse américaine et l'Holocauste, Deborah Lipstadt avait ces mots glaçants : « La presse a fidèlement copié la politique de camouflage adoptée par les gouvernements alliés, écrivait-elle. Elle n'a fait que reproduire la politique officielle ».

Il est construit sur le simplisme et le « binarisme ». Dès lors qu'il n'est pas possible de schématiser une crise comme l'affrontement entre deux camps aux identités bien définies, entre « les bons » et les « mauvais », entre les musulmans et les chrétiens, entre les innocents et les coupables, la presse hésite, s'emmêle et à la fin se désintéresse. Quand elle ne contribue pas par sa simplification à obscurcir les enjeux et à brouiller les responsabilités.

Face aux crises humanitaires, ces critères se rejoignent pour privilégier une couverture tardive, émotive et furtive. En fixant ses caméras sur les victimes, la presse risque même de déguiser une catastrophe politique en un désastre humanitaire. Et ce faisant, elle risque aussi de qualifier incorrectement la réalité et d'induire une réponse inappropriée. « Le spectacle télévisé des cadavres encourage le refus de comprendre, écrivait Michael Ignatieff, et l'absence d'explication érode l'éthique de l'engagement ».

La Grande Alliance

Toutefois, ces dernières années, le « devoir d'informer » a pris corps. En dépit d'une crise économique et existentielle de la presse qui a conduit de nombreux médias à réduire l'espace consacré à l'actualité internationale, un noyau dur de journalistes continue à couvrir le monde avec sérieux et passion. Et un certain nombre de « presque journalistes » assument aujourd'hui de plus en plus cette responsabilité. A l'image des enquêteurs d'urgence de Human Rights Watch, qui sont sur le terrain, plus vite et plus longtemps, que la plupart des médias et qui informent en temps réel sur les événements. A l'image des centres spécialisés sur le suivi des crises humanitaires, comme Alertnet, ou sur le monitoring des situations pré-génocidaires, comme le Global Center for the Responsibility to Protect ou le Montreal Institute of Genocide Studies. A l'image aussi de centres d'études, de think tanks, comme l'International Crisis Group, dont les experts bourlinguent à travers le monde avec plus de temps et souvent plus de ressources que les médias traditionnels.

Les nouvelles technologies ont aussi créé une nouvelle planète de l'information constituée de « faiseurs d'infos », comme les a qualifiés Nik Gowing de la BBC, qui fournissent des millions de faits et d'images et qui peuvent briser les murs de la censure ou de l'indifférence.

Ces acteurs de l'information, rejoints par des diplomates, des fonctionnaires internationaux, des parlementaires, des philanthropes et des célébrités (Georges Clooney), constituent aujourd'hui, chacun dans leur rôle, la Grande Alliance de la responsabilité d'informer.

Mais ils sont confrontés à de lourds défis. Et d'abord au secret et au huis clos. Comme au Rwanda en 1994. Comme en Syrie aujourd'hui. C'est pour préserver ce secret que les massacreurs, étatiques ou rebelles, assassinent les témoins et, en particulier, les journalistes. Depuis le début du conflit armé en Syrie, selon les chiffres du CPJ (Committee to Protect Journalists), plus de 60 journalistes ont été tués et plus de 80 ont été enlevés. Le pays est pratiquement devenu un « no news land ».

Au secret s'ajoute la désinformation. Des services de propagande gouvernementale, des grandes agences privées de communication, mais aussi des officines interlopes et des escouades de média-menteurs, sévissant en particulier sur la Toile, enfument le monde. Ils jettent le doute sur l'identité des tueurs, diffament les victimes, et plus tard, répandent ce poison du négationnisme qui constitue l'ultime phase du génocide.

Finalement, l'information ne débouche pas nécessairement sur l'action. L'effet CNN, c'est-à-dire la capacité des médias à forcer les Etats à agir contre leur gré, est largement une illusion. Sans doute faudrait-il démontrer qu'il est *de leur intérêt* d'empêcher que se développent, dans des pays « inutiles » des situations de barbarie et des crimes de lèse-humanité. Dans un monde globalisé, l'indifférence face aux génocides n'est pas seulement une faute morale, elle est aussi une imprudence.

Le savoir peut même créer le désespoir, lorsque l'alternative à l'Etat massacreur apparaît aussi criminelle voire pire encore. Tel est le drame du conflit syrien, où l'information sur les groupes radicaux au sein de l'opposition a débouché sur la procrastination et l'inaction.

Le devoir d'espérance

A la fin de l'année 2013, les préparations de la commémoration du génocide rwandais se sont télescopées avec la crise en République centrafricaine, venant ainsi nous rappeler le chemin qu'il reste à parcourir pour que la presse n'ait pas à faire de nouveau un éphémère mea culpa. Le spectre du Rwanda continue de flotter sur la profession. Les interrogations ont resurgi sur l'absence de la presse internationale dans ces deux pays avant que la violence n'y atteigne un certain niveau sur l'échelle de Richter du « mort kilométrique ». Et les observateurs n'ont eu de cesse de remarquer que, de nouveau, les ONG d'information, comme Human Rights Watch, y avaient précédé la presse internationale.

Faudrait-il dès lors décréter ce devoir d'informer est un mirage ? Non, parce que cette Grande Alliance que j'ai évoquée contribue tous les jours à sortir de l'oubli des informations que certains aimeraient cacher et d'autres ignorer. Non, parce qu'il est une garantie essentielle de l'intégrité, de la qualité et de l'éthique journalistiques. Non, parce qu'il faut garder, comme disait si bien Raymond Aron, « le devoir d'espérance ».

Pourquoi une poignée de journalistes américains, Izzy Stone, Max Lerner, William Shirer, Deborah Thompson, Sigrid Schultz, et quelques autres, sonnèrent-ils le tocsin à propos de l'Holocauste, alors que la majorité de leurs collègues se taisaient ? Parce qu'ils rejetaient l'idée que l'extermination des Juifs était inévitable et que rien ne pouvait être tenté pour les sauver, répondait Deborah Lipstadt. Parce qu'ils refusaient que la barbarie l'emporte. Parce qu'ils croyaient à une éthique existentielle de l'information. Parce que le devoir d'informer était pour eux un devoir d'humanité, fut-il désespéré.

En fait, leur capacité d'indignation, leur irréalisme, leur dissidence, leur engagement, en firent de bien meilleurs journalistes que les tenants de l'école de l'objectivité, de la froideur et de l'impartialité. Ils furent les seuls à sortir la tête haute de cette déroute généralisée du journalisme professionnel face au « crime des crimes ». Ils sont l'honneur de notre métier. Honneur leur soit rendu...